

# APPEL AUX MAIRES PARU DANS *LE FIGARO* DU 11 OCTOBRE 2017

Monsieur ou Madame le Maire,

Pour la première fois, l'Etat vous a donné la responsabilité des rythmes scolaires alors qu'il réduisait vos moyens. Certains d'entre vous sont déjà revenus à la semaine de quatre jours, d'autres non. Nous attirons votre attention sur la gravité de cette décision.

Nous sommes le pays d'Europe où la durée de l'année scolaire était déjà la plus courte : en 2014, avec tous les « ponts » et jours fériés, il y a eu 162 jours d'école en France. Il y en a chez nos voisins entre 180 et 200. Là où la semaine de quatre jours sera en vigueur, il y en aura encore 35 de moins, et il ne restera que 127 jours de classe.

La suppression des classes du mercredi matin, c'est 17,5 journées pleines en moins. Puisque les semaines auront quatre jours de classe, cela représente l'équivalent d'un peu plus de quatre semaines, soit un mois plein de vacances supplémentaires. Passer à la semaine de quatre jours, c'est priver les écoliers d'un mois de fréquentation de l'école. Et qui affirmera de bonne foi qu'avec des enfants, des heures en fin de journée remplaceront efficacement celles de la matinée qu'on supprime ?

Une étude du ministère a montré que la suppression du vendredi après-midi, déjà adoptée par certaines municipalités après le « Décret Hamon », entraînait une dégradation des résultats scolaires. Alors, croyez-vous vraiment qu'avec moins de 130 jours de classe par an on puisse obtenir les mêmes résultats qu'avec un peu plus de 160 ? Les enfants de professeurs et de cadres supérieurs n'en souffriront sans doute pas trop, mais les autres ? Quelles seront les conséquences sur ceux dont on dit souhaiter l'intégration et pour qui l'école sera moins présente dans leur vie ? Nous sommes en queue de peloton au classement PISA, voulons-nous être les tout derniers ? Le passage à la semaine de quatre jours ne peut pas ne pas entraîner une baisse du niveau à laquelle aucune réforme pédagogique ne saurait remédier. C'est une décision très lourde de conséquences pour l'avenir.

C'est pourquoi nous vous appelons à maintenir la semaine de quatre jours et demi, soit neuf demi-journées de présence à l'école, et nous appelons le ministre de l'Education nationale à maintenir les moyens financiers qu'il avait mis en place pour la permettre.

*Dominique Borne, Doyen honoraire de l'IGEN*

*Antoine Compagnon, Professeur au Collège de France*

*Boris Cyrulnik, neuro-psychiatre, Directeur d'enseignement*

*Jean-Paul Delahaye, ancien Directeur général de l'enseignement scolaire*

*Jacques Julliard, historien et journaliste*

*Claude Lelièvre, historien de l'Education*

*Philippe Meirieu, Professeur émérite en Sciences de l'éducation*

*Pierre Nora, de l'Académie française*

*Mona Ozouf, Directrice de recherche émérite au CNRS*

*Antoine Prost, historien de l'Education*

*Claude Thélot, ancien Directeur de l'évaluation et de la prospective au ministère de l'Education nationale*

*Bernard Toulemonde, ancien Recteur et Directeur au ministère de l'Education nationale*

*Agnès van Zanten, Directrice de recherche au CNRS*